



POUR UNE SORTIE DÉMOCRATIQUE ET RADICALEMENT PROGRESSISTE DE LA CRISE SANITAIRE

Notre pays et le monde entier sont face à une menace de proportions inédites avec la présence et la propagation exponentielle du coronavirus. Il ne nous semble pas exagéré de dire que les conséquences sur le plan humanitaire, social, économique et politique de cette crise risquent d'être encore plus importantes que celles de la crise de 1929; avec la circonstance aggravante que la dimension de celle-ci est planétaire et touche à la santé des humains.

Ces sombres perspectives ne sont pas uniquement dues à la nature du virus; elles résultent aussi de la gestion irresponsable du problème par des gouvernements qui ont privilégié le sauvetage des profits du secteur privé de l'économie au détriment d'une santé publique en déshérence. Et ce, à la différence de ce qui a été mis en œuvre en Chine par exemple, et qui a permis d'obtenir des résultats encourageants.

Face aux risques déjà présents et ceux, à venir, nous estimons qu'une série de mesures radicales et de nature à renforcer la capacité d'intervention de l'État, s'imposent. La première, comme le propose le Parti du Travail de Belgique, consiste à limiter l'activité économique du pays aux seuls secteurs indispensables aux besoins de la population ou directement impliqués dans la lutte contre l'épidémie, un arrêt des secteurs non prioritaires qui doit se faire sans porter préjudice à la rémunération de ceux qui seront ainsi mis au chômage. Il nous semble en effet pour le moins indécent de faire courir des risques au personnel au seul bénéfice des entreprises. Les travailleurs indispensables à la satisfaction des besoins vitaux de la population, et notamment les éboueurs, personnel des prisons, des transports en commun, des routiers, des magasins d'alimentation etc., doivent bénéficier de moyens de protection et de primes de risque vis-à-vis d'une maladie qui doit être reconnue comme professionnelle.

Par ailleurs la progression rapide du nombre de malades et de personnes contaminées risque de provoquer la saturation des lits du système hospitalier du pays. Pour affronter ce problème, l'État devra réquisitionner sans tarder des hôtels de manière à accueillir les patients et le personnel médical. Ces hôtels devraient aussi servir à accueillir les personnes sans domicile fixe. Réquisition d'autant plus viable que le flux de tourisme est en chute libre.

Le financement de ces mesures, et d'autres relatives au renforcement des capacités médicales doit se faire via une taxation rigoureuse des bénéfices des grandes

entreprises, notamment pharmaceutiques et du secteur bancaire. Lors de la crise de 2008, nos gouvernements se sont arrangés pour que le budget du secteur public, c'est-à-dire l'argent des contribuables serve à sauver les banques victimes de leurs propres manœuvres spéculatives. Aujourd'hui ce sont ces banques qui devront contribuer à faire face à la crise.

Toujours dans le même propos et sur le plan européen, notre pays doit s'engager pour la mise en œuvre rapide et exemplaire de la taxe Tobin et pour l'abandon des mesures d'austérité imposées par l'Union Européenne dont la volonté est de servir les seuls intérêts du patronat et de la finance internationale. Des multinationales qui, comme Amazon, profitent de la crise devront être sérieusement mises à contribution.

Au niveau international, il nous semble urgent de faire appel à l'expérience et aux compétences scientifiques de la Chine et de Cuba. La Chine a, comme cela a d'ailleurs été généralisé dans d'autres pays d'Asie, pratiqué des tests de façon large. Le pays de Fidel a participé avec son antiviral "Interféron Alfa 2B" à la campagne de traitement mise en œuvre en Chine qui a aussi utilisé la chloroquine si controversée en Europe. Par ailleurs, nous devons exiger la fin des scandaleuses sanctions qui punissent les populations du Venezuela, d'Iran, de Cuba et de Syrie coupables d'insoumission.

Cette crise doit être aussi l'occasion d'une mobilisation des ressources populaires dans le cadre du confinement. La pénurie de masques par exemple peut être affrontée avec une double stratégie: d'un côté imposer au secteur textile de reconvertir son système de production pour en manufacturer et de l'autre de faire appel, moyennant un effort d'organisation et d'assistance technique qualifiée, aux couturiers pour qu'ils participent à leur fabrication.

Dans le même esprit, on pourrait favoriser l'emploi pour faire face à une menace majeure qui vise nos populations. On nous recommande d'éviter de fréquenter des gens tout en nous obligeant de les côtoyer dans les supermarchés et dans les pharmacies. On devrait exiger de l'ensemble des enseignes de grandes surfaces de mettre en marche le système de livraison de commandes y compris dans leurs succursales de quartier. Quant aux pharmacies, endroits doublement vulnérables par le nombre de ses visiteurs et leurs éventuels problèmes de santé, elles devraient aussi favoriser les système de commandes par internet et, lorsque c'est possible, assurer leur livraison. Le cas échéant, le système pratiqué lorsqu'elles sont de garde devrait être généralisé. Enfin tout doit être fait pour éviter au maximum l'usage de la monnaie fiduciaire; l'annulation des taxes sur l'usage du paiement par carte pourrait contribuer à cet effort.

Toutes ces suggestions et mesures ont non seulement un caractère pragmatique et/ou technique. Elles ont surtout un contenu politique. Certes nous vivons une agression de nature biologique, mais elle a lieu dans le cadre d'un système social et

politique lui-même agressif contre les intérêts populaires au seul profit des grandes entreprises, plus exactement de leurs actionnaires. Ce système, dirigé par des politiciens plus motivés pour casser les services publics et dépenser des milliards pour le bénéfice des industries militaires américaines et pour les aventures guerrières de l'OTAN que de les investir dans des programmes de santé, doit être combattu sans réserve. Cette crise peut ainsi être l'occasion d'en prendre conscience et d'agir en conséquence.

Bruxelles le 22.03.2020

Pour le Bureau Politique du PCB

Jean Fagard, porte-parole

Vladimir Caller, responsable des questions internationales

www.particommuniste.be

Lisez et diffusez 'Le Drapeau Rouge'